

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Guillaume Le Nigen	Transition écologique et famille	La création massive de nouveaux postes à la Ville par Projet Montréal dans les sphères du militantisme écologique crée un déséquilibre important par rapport au devoir de saine gouvernance de l'administration qui contribue à miner la confiance du public dans les instances démocratiques. Le meilleur exemple du dogmatisme de Projet Montréal est sa volonté sans limite de retirer la place de l'automobile en ville. Les familles ont besoin d'une automobile pour se déplacer, tant au centre-ville que dans les zones plus ou moins excentrées immédiatement en périphérie du centre-ville. Le climat québécois fait en sorte de rendre l'usage de l'automobile encore plus essentiel que dans toutes les grandes villes européennes et américaines. Projet Montréal et ses nouveaux employés municipaux extrémistes semblent s'aveugler volontairement face au pragmatisme des pères de famille qui refuseront simplement d'habiter en ville s'ils n'ont pas une place de stationnement privative.
Guillaume Le Nigen	Animation du centre-ville	Le centre-ville n'a pas besoin d'être animé, ce n'est pas une foire. En offrant une plus grande place à l'automobile, on permet au commerce d'avoir cour, tout simplement. Le tourisme désintéressé qu'il vienne de la banlieue ou de l'étranger n'apporte aucune vitalité au quotidien du centre-ville, il dénature plutôt l'essence même de ce que signifie de vivre en ville. Il suffit de voir l'impact de l'animation sur un quartier comme le Vieux-Montréal pour se rendre compte que l'affluence de touristes ne vient que créer des commerces sans intérêt au détriment des services aux résidents locaux.
Guillaume Le Nigen	Construction de logements abordables	Le logement abordable n'est historiquement pas une priorité de l'administration municipale montréalaise. Avec l'arrivée de Projet Montréal, des efforts plus grands ont été déployés pour assurer l'expansion du parc de logement social et abordable. Par contre, Projet Montréal étant un parti écologiste, tous les nouveaux projets qu'ils promeuvent ne prévoient que très peu, voire aucun stationnement, et ce malgré l'intention de destiner ces appartements à des familles. Considérant la proportion plus grande de très grands logements dans les projets de logement social et abordable, ces projets devraient prévoir un ratio de cases de stationnement supérieur à celui du parc immobilier traditionnel. Le stationnement est donc le grand oublié des projets de logement social et abordable peut importe l'administration en place.
Guillaume Le Nigen	Réduction des GES	Projet Montréal et les nouveaux employés écologistes extrémistes qu'elle a embauché massivement dans l'administration municipale semblent volontairement ignorer le fait que le problème de l'émission des GES n'est pas un problème canadien. En effet, selon les données de 2018, le Canada ne contribue que dans une proportion de 1,5% aux émissions globales de GES ( <a href="https://tinyurl.com/5hfdjuf4">https://tinyurl.com/5hfdjuf4</a> ). Même en retirant toutes les voitures de l'île, cette proportion de 1,5% resterait la même.
Guillaume Le Nigen	Modes émergents de mobilité	Les modes émergents de mobilité contribuent à diminuer la mobilité automobile en ville, et particulièrement au centre-ville et à proximité. Les pistes cyclables sont des zones dangereuses où le nombre d'accidents entre cyclistes n'est pas comptabilisé. Les pistes cyclables, les Bixi et les voitures autopartages sont des nuisances qui fragilisent la place de l'automobile en ville et diminuent l'attrait du centre-ville comme milieu de vie, surtout que la ville ne possède que peu de stationnements.
Guillaume Le Nigen		La nouvelle administration municipale devrait abolir tous les postes destinés à la transition écologique créés par l'ancienne administration et s'assurer de renvoyer les personnes embauchées pour limiter leur influence extrémiste écologique. Il en va de la préservation de la confiance du public dans les instances municipales.
Guillaume Le Nigen		La Ville doit subventionner massivement la construction de nouveaux stationnements souterrains si elle maintient sa position sur le retrait des stationnements sur rue. La condition pour obtenir de telles subventions doit être la gratuité de ces stationnements aux résidents et visiteurs. Tous les aménagements et réaménagements de parcs devaient prévoir des stationnements municipaux en sous-sol. Le programme Vision Zéro (ou Zéro Vision comme je me plais à l'appeler) doit être aboli dès que possible.
Guillaume Le Nigen		La Ville doit investir afin de mettre en place des péages sur tous les ponts. Le but n'est pas de limiter les GES puisque c'est un problème qui ne concerne pas le Québec (Hydro-Québec), mais d'améliorer la fluidité du trafic et la disponibilité des places de stationnement. Un système de vignette nouvelle génération pourrait prévoir une plus grande distance (par exemple jusqu'à 5 km de leur lieu de résidence) où les résidents peuvent se stationner gratuitement à l'emplacement de places de parcomètres pour 2h maximum.
Guillaume Le Nigen	Mutualisation d'équipements	La mutualisation d'équipements collectifs peut être favorisée si elle répond à une forte demande existante. La mutualisation d'équipements de transport nuit à la mobilité des automobilistes en occupant des espaces qui se raréfie par les manoeuvres extrémistes écologiques de Projet Montréal.
Guillaume Le Nigen		L'investissement doit se faire dans la subvention à la réhabilitation des façades, avec en priorité le retrait de toute tôle ondulée dans tout le centre-ville. Si on souhaite adresser le tourisme, on peut offrir des subventions à la rénovation d'hôtel pour améliorer l'expérience des touristes à Montréal et favoriser une meilleure opinion de la ville notamment par rapport à son rapport qualité/prix. Le citoyen trouvera que sa vie s'anime s'il peut se déplacer facilement au centre-ville, ce qui implique d'augmenter l'offre en stationnement et de diminuer son coût.
Guillaume Le Nigen		La Ville doit soutenir les noyaux culturels existants afin de renforcer leur émergence. Elle doit aussi abolir le financement des initiatives qui sont déjà bien implantées, comme les grands festivals. Aucune subvention ne devrait être accordée à ces festivals. Ce sont les festivals émergents qui doivent être soutenus avec plus de vigueur. Il en va de même pour le soutien à toutes les initiatives de niche (car meet, salons et foires locales, location de salles publiques aux fins de réception, création de salons ou terrasses privé(e)s en location gratuite, etc.).
Guillaume Le Nigen		La mutualisation d'équipements de transport doit être abolie. Les investissements de 200 M \$ dans le REV doivent être convertis vers la création de stationnements souterrains. Les espaces dédiés au stationnement des vélos pour l'hiver peuvent être augmentés, mais les espaces dédiés au stationnement des vélos en transit doit être significativement diminués puisque ce mode de transport n'est pas approprié pour notre climat.

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Guillaume Le Nigen	Projet de transformation du Parc Jean Drapeau	Après avoir emprunté 200 M \$ pour aménager son projet du REV que personne n'a demandé, Projet Montréal récidive avec le projet bien plus coûteux de transformation du Parc Jean Drapeau. Malgré l'investissement d'un milliard de dollar, seulement une petite portion du Parc n'aura été réaménagée. La réduction importante de la place de l'automobile dans le Parc que prévoit Projet Montréal réduira considérablement l'accessibilité au site et donc son attrait, notamment pour les familles.
Guillaume Le Nigen		Des subventions devraient être accordées aux projets de logement social et abordables pour s'assurer qu'ils prévoient un nombre plus important de cases de stationnement souterrain que le parc immobilier standard.
Guillaume Le Nigen		Il est temps de combler le déficit important de piscines de 50 mètres à Montréal pour rejoindre des quantités comparables de piscines de 50 mètres à celles de l'étranger. Une piscine comme celle du métro Les Halles à Paris ou encore un complexe aquatique comme le Schwimm und Sprunghalle de Berlin aurait un impact significatif sur la vie urbaine des résidents du centre-ville. Le choix d'un emplacement souterrain à même une station de métro ou du REM assurerait son accessibilité pour tous les résidents RMM.
Guillaume Le Nigen		Plutôt que d'investir dans le projet de réaménagement du Parc Jean Drapeau, le second projet majeur de Projet Montréal que personne n'a demandé, il serait préférable d'investir davantage de fonds dans les grands projets urbains ou encore construire des piscines souterraines de 50 mètres au centre-ville, notamment au Parc des Eaux-Cachées, à proximité de l'ÉTS ( <a href="https://tinyurl.com/3fn6xph2">https://tinyurl.com/3fn6xph2</a> ).
Magdalene Klassen	Définancement de la police	<p>Je vous écris pour exprimer mon soutien pour les efforts à définancer les dépenses policières.</p> <p>Too many people's lives have been disrupted and even ended by the police in Canada. We need to redirect these funds towards community efforts that help marginalized and vulnerable people such as homeless communities, for example, to access the resources, safety, and dignity that they want and need.</p> <p>I am not alone in holding this opinion! The population is clearly in favour. 54% of Quebec residents support defunding the police and reinvesting in communities, according to an IPSOS poll. Furthermore, 73% of Montrealers who participated in the 2020-21 pre-budget consultation support defunding (18,738 in support of defunding out of 25,804 respondents).</p> <p>Please listen to the many voices calling for the defunding of the police. This is your government's chance to make a real difference in the quality of life of so many Montrealers. I'm sure you are getting many other more articulate emails as well and I hope you will listen to them.</p>
RC Woodmass - Queer, feminist, anticapitalist design agency	Définancement de la police	<p>Je vous écris pour exprimer mon désir, en tant que citoyen de Montréal et propriétaire d'entreprise, que le budget du SPVM soit réduit d'au moins 50%. Plus précisément, j'aimerais que cet argent soit réaffecté au soutien des communautés mal desservies de Montréal. Selon un sondage IPSOS, 54 % des Québécois sont en faveur du définancement de la police et du réinvestissement dans les communautés, et 73 % des Montréalais qui ont participé à la consultation prébudgétaire 2020-21 sont en faveur du définancement (18 738 en faveur du définancement sur 25 804 répondants).</p> <p>Le budget du SPVM a énormément augmenté depuis 2001. Il était de 400 millions de dollars en 2001, 613 millions de dollars en 2011, et aujourd'hui de 680 millions de dollars. Il a donc augmenté de 50% entre 2001 et 2011, et de 11% entre 2011 et 2021. Montréal compte le plus grand nombre de policiers par habitant au Canada. Par rapport aux dix plus grandes villes du Canada, elle compte 36 % de policiers de plus par habitant. Comparativement aux cinquante plus grandes villes, elle compte 52 % de policiers de plus par habitant. Le personnel du SPVM est resté stable au fil du temps (aucune coupe), alors que des coupes importantes ont été effectuées dans tous les autres services municipaux. Un plan de réduction des effectifs (2014-18) visait à réduire de 10% le personnel municipal non policier. Seule une faible réduction (1%) a été recherchée dans le personnel policier.</p> <p>De nombreuses fonctions policières pourraient être éliminées ou transférées à des organismes non policiers. Nos dix revendications en exposent un grand nombre. Nous pourrions, par exemple, décriminaliser les drogues, le travail de sexe, la séropositivité et la pauvreté - et éliminer les postes policiers affectés à ces tâches. Nous pourrions éliminer la police dans les écoles et les transports publics. Nous pourrions remplacer la police par des travailleurs communautaires pour répondre aux crises de santé mentale et à la violence genrée. Le SPVM lui-même a décrit trois fonctions qu'il souhaiterait voir transférées à d'autres organismes : la surveillance des centres de détention, les brigades scolaires et la surveillance des chantiers de construction (SPVM, 2020, p. 30).</p> <p>Le définancement de la police n'est pas une question d'économie. Il s'agit de transférer de l'argent d'un système punitif et violent vers des services qui assurent la sécurité et le bien-être de la population. Il est important que tout appel au définancement de la police soit accompagné d'un appel au réinvestissement.</p> <p>Nos dix revendications et le budget alternatif proposent des moyens de réinvestissement. Ces moyens comprennent : une équipe d'intervention d'urgence communautaire (pour faire face aux problèmes de santé mentale, aux surdoses de drogues et à d'autres problèmes liés à la pauvreté et à l'itinérance), des investissements dans la justice transformatrice et les modèles Autochtones de justice, et des investissements dans le bien-être communautaire (logement, services pour la communauté LGBTQ2S+, etc.).</p> <p>J'ai été très déçu lorsque j'ai appris que Valérie Plante n'envisageait pas de couper le SPVM, même si les citoyens l'appuient fortement. J'ai hâte de voir une réduction de la présence policière dans la ville, et éventuellement, l'abolition complète de la police. Merci beaucoup de votre attention,</p>

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Marjolaine Pruvost - Table des organismes communautaires montréalais de lutte contre le SIDA	Définancement de la police	<p>Dans le cadre de la consultation pré-budgétaire 2021-2022, la TOMS demande une réduction du budget du SPVM de 50%.</p> <p>La police cible les personnes noires, autochtones et racisées. La police est critiquée depuis les années 1970 en raison de profilage racial et social. Bien que des réformes mineures aient été implantées, nous n'observons aucun changement réel. Un rapport en 2019 a démontré que les personnes noires et autochtones avaient quatre fois plus de chance d'être arrêtées par la police qu'une personne blanche. Entre les années 2000 et 2017, le SPVM a tué 32 personnes. La majorité des victimes ont été tuées lors d'interventions de crise reliées à la santé mentale. En parallèle, les services psychiatriques restent inaccessibles financièrement pour beaucoup de personnes, et l'attente pour avoir accès à ces services est parfois plus d'un an.</p> <p>La police est formée pour répondre au crime, mais peu de situations dans laquelle celle-ci intervient contiennent des gestes criminels. Par exemple, la police se retrouve souvent en tant que « service de première ligne » pour les personnes vivant une crise reliée à la santé mentale. Trop d'individus, particulièrement des hommes noirs, sont morts aux mains de la police lors d'interventions en réponse à des urgences en santé mentale. La police n'est ni formée, ni ne devrait intervenir à la place de ressources appropriées, fiables et sécuritaires pour les personnes en crise.</p> <p>Cette réduction du budget passerait pas :</p> <p>La diminution des tâches de la police :</p> <p>Éliminer les tâches de la police qui ne protègent pas les personnes et/ou les rendent moins sûres:  Éliminer le travail de la police lié à la drogue, au travail du sexe, à la séropositivité et aux incivilités.  Retirer la police des écoles et mettre fin à la surveillance et à la participation aux activités des jeunes.  Mettre fin à la collaboration de la police avec l'ASFC et à toute autre implication dans les questions d'immigration  Transfert de tâches à d'autres organismes  Transférer les tâches de police à d'autres organismes qui peuvent mieux les accomplir  Remplacer les interventions policières en cas de maladie mentale et de surdose de drogue par une équipe d'intervention communautaire  Remplacer les interventions de la police dans les communautés autochtones par des modèles de justice autochtones; appliquer progressivement des approches similaires dans les communautés noires et autres communautés opprimées  Ces fonds devraient par la suite être réinvestis dans :</p> <p>Le soutien à la pérennité du bien-être des communautés  Le soutien à la justice transformative et réparatrice  Des équipes d'urgence communautaires en situation de crise (il ne s'agit pas là de déployer des équipes mixtes para-policières dont les pratiques mettent en place les mêmes dynamiques de profilage social et racial que le SPVM).</p>
François-Xavier Michaux - Exeko	Définancement de la police	<p>Nous vous écrivons aujourd'hui dans le cadre des consultations pré budgétaires de la Ville de Montréal afin d'encourager l'administration municipale à augmenter son soutien au réseau sociocommunautaire montréalais, notamment en redirigeant des fonds dédiés à la police municipale.</p> <p>Dans le cadre de notre travail en itinérance, nous avons été témoins de plusieurs incidents où l'intervention d'une équipe formée en dé-escalade des conflits, en intervention psychosociale et en médiation aurait été préférable à des interventions policières. La ville fait d'ailleurs souvent appel à nous pour contribuer à la cohabitation sociale. Il nous est nécessaire de constater que la police agit davantage comme un frein à une telle cohabitation qu'un levier. Nous avons vu les conséquences racistes, sexistes et classistes d'une gouvernance sociale reposant sur des logiques policières.</p> <p>Dans ce cadre, nous appuyons les revendications de la Coalition pour le définancement de la police, proposant une réduction de 50% du budget du SPVM. L'argent ainsi dégagé pourrait servir à supporter la création d'une équipe d'intervention d'urgence communautaire dans les domaines de l'itinérance, de la santé mentale, de la pauvreté ou de l'exclusion sociale, ainsi qu'à encourager le développement d'initiatives communautaires axées sur des modèles de justice réparatrice ou transformative. Surtout, cet argent pourrait aussi être investi dans une stratégie de lutte à la pauvreté reposant sur des stratégies d'investissements dans les communautés, dans le logement et dans le soutien local pour les populations les plus marginalisées. Cette avenue est préférable à une stratégie répressive de lutte à la pauvreté, comme celle à laquelle nous assistons dans les démantèlements des camps où se réfugient des personnes qui ont été dépossédées du respect de leurs droits.</p> <p>Il est possible de transférer différentes actions menées par la police à des organisations mieux outillées pour y faire face. Selon la Coalition, le SPVM propose lui-même de transférer certaines de ses fonctions à d'autres organisations. La décriminalisation des drogues et le relâchement du contrôle policier exercé sur les travailleurs et travailleuses du sexe, les personnes séropositives, et les populations pauvres et démunies amélioreraient du même coup la qualité de vie de ces personnes, et dégagerait des fonds qui pourraient être investis dans des initiatives répondant aux racines profondes des problèmes sociaux.</p> <p>Nous vous invitons à prendre connaissance des dix revendications de la Coalition, ainsi que de son budget alternatif pour la ville. Ces idées répondent à des préoccupations des milieux sociaux et communautaires. Nous espérons que la ville les recevra positivement.</p>

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Lateef Martin	Définancement de la police	<p>The SPVM are doing more harm than good in our city. There are numerous ways their funding can benefit our communities in far better ways.</p> <p>54% of Quebec residents support defunding the police and reinvesting in communities, according to an IPSOS poll.</p> <p>73% of Montrealers who participated in the 2020-21 pre-budget consultation support defunding (18,738 in support of defunding out of 25,804 respondents).</p> <p><b>Policing spending</b>                      The SPVM budget has increased enormously since 2001. It was \$400 million in 2001, \$613 million in 2011, and now \$680 million. Thus, it increased 50% between 2001 and 2011, and 11% between 2011 and 2021. Montreal has the largest number of police officers per capita in Canada. Compared to the ten largest cities in Canada, it has 36% more police per capita. Compared to the fifty largest cities, it has 52% more police per capita. The personnel of the SPVM has remained stable over time (no cuts), while major cuts have been made to all other municipal services. A workforce reduction plan (2014-18) sought to reduce non-police municipal personnel by 10%. Only a small reduction (1%) was sought in police personnel.</p> <p><b>Places to cut</b>                      There are many police functions that could be eliminated or transferred to non-police bodies. Our ten demands outline many. We could, for example, decriminalize drugs, sex work, HIV status, and homelessness - and eliminate the police assigned to these tasks. We could eliminate police in schools and public transportation. We could replace police with community workers to respond to mental health crises and gender-based violence. The SPVM itself has outlined three functions it would like to see transferred to other bodies: overseeing jails, school crossing guards, overseeing construction sites (SPVM, 2020, p. 30).</p> <p><b>Reinvestment</b>                      Defunding the police is not about saving money. It is about transferring money from a punitive, violent system to services that provide safety and well-being. It is important that any calls for defunding the police be joined with calls for reinvestment.</p> <p>Our ten demands and the alternative budget outline ways to reinvest. These include: a community emergency response team (to deal with mental illness, drug overdoses, and other issues related to poverty and homelessness); investments in transformative justice and Indigenous models of justice; and investments in community well-being (housing, services for LGBTQ2S+, etc.).</p>
Stéphanie Gingras-Dubé - Projet d'intervention auprès des mineur.e.s prostitué.e.s	Définancement de police	<p>Ce courriel vise à vous informer que notre organisme et sa communauté, qui a été consultée à ce sujet, souhaite le définancement du SPVM et la redirection de ses fonds vers des logements abordables, les organismes communautaires et les associations de résident.es de la ville de Montréal, et des services d'urgence alternatifs.</p>

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Adrienne Pan - The Quebec Public Interest Research Group at Concordia University	Définancement de la police	<p>I am writing to you on behalf of the Quebec Public Interest Research Group at Concordia (QPIRG C), a community organization. We are writing because we are deeply concerned about the safety and well-being of our neighbours &amp; community members who continue to be targeted by systemic racism, ongoing surveillance, criminalization, and violence by policing in Montreal. Montreal residents look to and expect you to amplify demands of our community and count on you to centre the needs of populations made vulnerable by harmful government policies.</p> <p>We are still outraged by the astronomical police budget that continues to rise yearly. Rather than listen to the resounding call for defunding the last June, a plan was put in place to purchase body worn cameras, further increasing the SPVM budget. Evidence has shown that police reform, such as investing in body cameras, civilian reviews or de-escalation and implicit bias training does not work. We don't need more videos of police killing and harassing people, we need supports in place that help our communities thrive.</p> <p>The experiences of Black, Indigenous, racialized, homeless, mad, disabled, migrant, sex worker, queer and trans communities who are targeted by police, along with the overwhelming data, show us time and time again that police are unwilling and unprepared to keep Montreal residents safe. People who hold these identities are valued members of our larger communities and we cannot sit idly by while this violence keeps happening. The Montreal Police budgetary spending, misdirection of city resources, and violence toward Black, Indigenous, racialized, impoverished and other communities who are targeted by police has to stop. The levels of policing in Montreal are unacceptable.</p> <p>The Defund the Police Coalition calls to reduce the 2021 Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM) budget by at least 50%, and redirect those funds toward community support &amp; services. The only step forward to end police violence and transform social outcomes for communities is to decrease the scope of policing in Montreal - beginning with defunding the SPVM.</p> <p>How can we do this? Where will this money go?</p> <p>I am including in this email a document that includes an alternative city budget. 54% of Quebec residents support defunding the police and reinvesting in communities, according to an IPSOS poll, and 73% of Montrealers who participated in the 2020-21 pre-budget consultation support defunding (18,738 in support of defunding out of 25,804 respondents).</p> <p>Also included in this document are Defund the SPVM's 10 demands:</p> <p><b>DEFUND</b>  1. Immediately cut at least 50 percent from the \$665 million SPVM budget and redirect these funds to the programs and services, managed by and for affected communities, listed below.  <b>DISARM AND DEMILITARIZE</b>  2. Withdraw all weapons from police officers, including tasers, batons, firearms, rubber bullets, tear gas, pepper spray, and sound canons; disband militarized police units, including SWAT teams and other units using military grade weapons and surveillance equipment.</p> <p><b>DECOLONIZE</b>  3. Invest in Indigenous models of justice and empower Indigenous communities to address all harms committed by Indigenous people through these models; empower other oppressed communities, especially Black communities, to develop and run similar approaches to justice.</p> <p><b>REINVEST</b>  4. Invest in programs created and run by communities to prevent harm (including harms related to violence, mental illness, and drug use) and support transformative justice; empower communities to develop and manage programs that work for them, with the understanding that communities are not monolithic, experience multiple intersecting axes of oppression, and require leadership and programs that integrate and utilize an intersectional approach (e.g., LBGTQ2S, disability, sex work, drug use).  5. Create and fund unarmed service teams outside the police to address mental health and drug related crises, traffic violations, gender-based violence, juvenile "summary" offenses, and missing persons cases.  6. Invest in programs and services, including youth programs, recreation programs, and social housing, in presently criminalized communities; empower communities to develop and manage programs that work for them.</p> <p><b>DECRIMINALIZE</b>  7. Decriminalize all drugs, sex work, and HIV status, eliminate the SPVM drug squad, morality squad, Eclipse squad and all other units targeting marginalized communities, as well as all proactive surveillance programs, and release and expunge criminal records for drug and sex work charges.  8. Eliminate social control bylaws related to "incivilities," and release and expunge all records related to these bylaws (including unpaid bylaw fines), including surveillance and enforcement in public transit.  9. Permanently withdraw police from schools and sports programs, and cease police patrols of public parks, community events, and other spaces in which youth congregate.  10. End the criminalization and surveillance of migration by eliminating all collaboration between the police and Canada Border Services Agency (CBSA) agents and any other form of involvement of the SPVM in immigration matters.</p> <p>I am asking you to support a budget that redirects at least 50% of the SPVM budget towards supporting community needs. The safety and survival of our neighbours &amp; community members depends on nothing less.</p> <p>On May 31st 2020, Montreal Mayor Valérie Plante publicly voiced her support for the Black Lives Matter movement on Twitter, highlighting the need for a series of systematic measures to tackle the problems of racial and social profiling that plague our city. Considering Canada's long and violent history of colonial policing, and its role in containing and restricting Indigenous people on their unceded territories, it is clear that the existing systems and mechanisms are not broken; rather, they were built to oppress populations that continue to suffer from police violence. We must now critically analyze and deconstruct the mechanisms we have relied on to "protect the lives and wellbeing of citizens."</p> <p>The existence of law enforcement is neither a sign of order nor safety. It is a fundamental flaw within our society, which treats crime as a reactive measure to penalize and discipline individuals instead of instituting measures that would rehabilitate and prevent crime by addressing its root causes. The SPVM does not have adequate training to handle mental health issues, intoxication, disorientation, conflict, and dispute, yet police officers are often the first responders at the scene. Additionally, SPVM agents racially profile civilians to criminalize Indigenous and Black people, placing them at greater risk of police brutality.</p> <p>Change is long overdue. As Sandy Hudson of Black Lives Matter concludes, "Let's not be constrained by an inability to imagine a system beyond the one that currently exists. We can do far better than the institution of policing to create safety for all of us. It's high time we did so".</p>

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Ayo Ogunremi - Students' Society of McGill University	Définancement de la police	<p>I am the Vice-President (External Affairs) of the Students' Society of McGill University, which represents over 24,000 undergraduate students at McGill University. Last semester, our Legislative Council passed a Position on Institutions of Public Safety, which positions the SSMU in favour of the withdrawal of policing from public safety in favour of the expansion of unarmed, life-affirming social services.</p> <p>To that end, the SSMU is in favour of decreasing the budget of the SPVM in the city's 2021-2022 budget, and a reinvestment in such services. There are many police functions that could be eliminated or transferred to non-police bodies - many such functions are outlined in the demands of the Defund the Police coalition. The city could, for instance, decriminalize drugs, sex work, HIV status, and homelessness, and then eliminate the police assigned to these tasks. Crucially, the city could replace police with community workers to respond to mental health crises and gender-based violence. And the city could eliminate police in schools and public transportation.</p> <p>Many of these functions are in urgent need of radical transformation, and at the same time, many social services are in urgent need of greater funding. We need community emergency response teams (to deal with mental illness, drug overdoses, and other issues related to poverty and homelessness); investments in transformative justice and Indigenous models of justice; and investments in community well-being (housing, services for 2SLGBTQ+, etc.).</p> <p>For these reasons, the SSMU is in favour of the demands and the alternative city budget of the Defund the Police Coalition.</p>
Brock Dumville - REZOSANTÉ	Définancement de la police	<p>REZO appuie les 10 revendications de La Coalition pour le définancement de la police, dont nous sommes membre, et demande une réduction de 50% du budget du SPVM.</p> <p>Selon un sondage IPSOS, 54% des Québécois sont en faveur du définancement de la police et du réinvestissement dans les communautés. 73% des Montréalais qui ont participé à la consultation prébudgétaire 2020-21 sont en faveur du définancement.</p> <p>Montréal compte le plus grand nombre de policiers par habitant au Canada. Par rapport aux dix plus grandes villes du Canada, elle compte 36% de policiers de plus par habitant. Comparativement aux cinquante plus grandes villes, elle compte 52% de policiers de plus par habitant.</p> <p>REZO appui le budget alternatif de la Coalition: <a href="https://www.dropbox.com/s/v6y1oh6rtly1xed/La%20vision%20des%20communaut%C3%A9s%20-%20finale%20(FR).pdf?dl=0">https://www.dropbox.com/s/v6y1oh6rtly1xed/La%20vision%20des%20communaut%C3%A9s%20-%20finale%20(FR).pdf?dl=0</a></p> <p>Nos 30 ans d'expérience travaillant auprès des hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes nous amènent à revendiquer pour la décriminalisation des drogues, le travail de sexe, la séropositivité et la pauvreté - et pour l'agrandissement des postes policiers améliorés à ces tâches. Nous pourrions remplacer la police par des travailleurs communautaires tels que les membres de l'équipe de RÉZO pour répondre aux crises de santé mentale et à la violence genrée.</p> <p>Les dix revendications de la coalition et le budget alternatif proposent d'autres moyens de réinvestissement. Ces moyens comprennent: une équipe d'intervention d'urgence communautaire (pour faire face aux problèmes de santé mentale, aux surdoses de drogues et à d'autres problèmes liés à la pauvreté et à l'itinérance), des investissements dans la justice transformatrice et les modèles Autochtones de justice, et des investissements dans le bien-être communautaire (logement, services pour la communauté LGBTQ2S+, etc.).</p>
Jay Ritchie	Définancement de la police	<p>Please reduce the SPVM budget. We cannot police our way out of a pandemic, out of social inequality, unfair housing, mental health crises, or anything else. Fund services, fund people, NOT police! Our lives are in your hands.</p>

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Marie-Élaine LaRochelle	Définancement de la police	<p>Je suis une résidente de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve à Montréal et j'espère grandement que le prochain budget de la Ville verra une coupe importante dans le budget du SPVM.</p> <p>J'ai été sensibilisée dans la dernière année aux violences perpétrées par la police, spécifiquement le Service de police de la Ville de Montréal. Notre argent pourrait tellement être mieux investi, dans des solutions alternatives à la répression.</p> <p>En effet, de nombreuses fonctions policières pourraient être éliminées ou transférées à des organismes non policiers. Nous pourrions décriminaliser les drogues, le travail du sexe et le VIH — et éliminer les postes policiers affectés à ces tâches. Nous pourrions éliminer la police dans les écoles et les transports publics. Nous pourrions remplacer la police par des travailleurs communautaires pour répondre aux crises de santé mentale. Le SPVM lui-même a décrit trois fonctions qu'il souhaiterait voir transférées à d'autres organismes : la surveillance des centres de détention, les brigades scolaires et la surveillance des chantiers de construction (SPVM, 2020, p. 30).</p> <p>Voici quelques statistiques :</p> <p>73 % des Montréalais qui ont participé à la consultation prébudgétaire 2020-21 sont en faveur du définancement (18 738 en faveur du définancement sur 25 804 répondants).</p> <p>Le budget du SPVM a énormément augmenté depuis 2001. Il était de 400 millions de dollars en 2001, 613 millions de dollars en 2011, et aujourd'hui de 680 millions de dollars. Il a donc augmenté de 50% entre 2001 et 2011, et de 11% entre 2011 et 2021.</p> <p>Montréal compte le plus grand nombre de policiers par habitant au Canada. Par rapport aux dix plus grandes villes du Canada, elle compte 36 % de policiers de plus par habitant. Comparativement aux cinquante plus grandes villes, elle compte 52 % de policiers de plus par habitant.</p> <p>Le personnel du SPVM est resté stable au fil du temps (aucune coupe), alors que des coupes importantes ont été effectuées dans tous les autres services municipaux. Un plan de réduction des effectifs (2014-18) visait à réduire de 10% le personnel municipal non policier. Seule une faible réduction (1%) a été recherchée dans le personnel policier.</p> <p>Il est temps que la Ville de Montréal et ses conseillers écoutent la population, prennent leurs responsabilités et fassent preuve de courage, d'innovation et de gros bon sens en procédant au définancement de la police — pour réinvestir dans les communautés. Voici quelques moyens de réinvestissement proposés par la Coalition pour le définancement de la police :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une équipe d'intervention d'urgence communautaire (pour faire face aux problèmes de santé mentale, aux surdoses de drogues et à d'autres problèmes liés à la pauvreté et à l'itinérance);</li> <li>des investissements dans la justice transformatrice et les modèles autochtones de justice;</li> <li>des investissements dans le bien-être communautaire (logement, services pour la communauté LGBTQ2S+, etc.).</li> </ul> <p>Ce ne sont pas les solutions créatives qui manquent. Je souhaite ardemment que mon gouvernement municipal s'en inspire.</p>
S. E. Callender	Définancement de la police	<p>I'm reaching out to you to express my concern over the unjustified size of SPVM budget.</p> <p>Police do not foster safety in Montreal communities, whereas many other services like mental health outreach, affordable housing and social assistance do.</p> <p>I strongly believe that the SPVM budget should be significantly reduced at the earliest possible opportunity and redistributed towards making communities safer and more supportive for all, particularly those most marginalized within our society.</p>

**Consultation prébudgétaire 2022 - Avis reçus par la Commission sur les finances et l'administration**

Nom et organisme (s'il y a lieu)	Titre de sujet	Avis, observations et propositions
Olivia Siino	Définancement de la police	<p>I am writing to you to implore that the SPVM budget is reduced. Here are some relevant points proving the need to reduce spending to the SPVM.</p> <p><b>Support for defunding</b>                      54% of Quebec residents support defunding the police and reinvesting in communities, according to an IPSOS poll.                      73% of Montrealers who participated in the 2020-21 pre-budget consultation support defunding (18,738 in support of defunding out of 25,804 respondents).</p> <p><b>Policing spending</b>                      The SPVM budget has increased enormously since 2001. It was \$400 million in 2001, \$613 million in 2011, and now \$680 million. Thus, it increased 50% between 2001 and 2011, and 11% between 2011 and 2021. Montreal has the largest number of police officers per capita in Canada. Compared to the ten largest cities in Canada, it has 36% more police per capita. Compared to the fifty largest cities, it has 52% more police per capita. The personnel of the SPVM has remained stable over time (no cuts), while major cuts have been made to all other municipal services. A workforce reduction plan (2014-18) sought to reduce non-police municipal personnel by 10%. Only a small reduction (1%) was sought in police personnel.</p> <p><b>Places to cut</b>                      There are many police functions that could be eliminated or transferred to non-police bodies. Our ten demands outline many. We could, for example, decriminalize drugs, sex work, HIV status, and homelessness - and eliminate the police assigned to these tasks. We could eliminate police in schools and public transportation. We could replace police with community workers to respond to mental health crises and gender-based violence. The SPVM itself has outlined three functions it would like to see transferred to other bodies: overseeing jails, school crossing guards, overseeing construction sites (SPVM, 2020, p. 30).</p> <p><b>Reinvestment</b>                      Defunding the police is not about saving money. It is about transferring money from a punitive, violent system to services that provide safety and well-being. It is important that any calls for defunding the police be joined with calls for reinvestment. Our ten demands and the alternative budget outline ways to reinvest. These include: a community emergency response team (to deal with mental illness, drug overdoses, and other issues related to poverty and homelessness); investments in transformative justice and Indigenous models of justice; and investments in community well-being (housing, services for LGBTQ2S+, etc.).</p>
Alexandra Holtom - Canadian Students for Sensible Drug Policy	Définancement de la police	<p>Given that the budget consultations are continuing today, we would like to voice our support in defunding the municipal police budget by at least 50%. These funds should be redirected to the community instead of being used to cause harm and violence in our community.</p>